

État du Michoacán au Mexique : flux mixtes de migration et lien transnationaux

Xóchitl Bada et Andreas E Feldmann

Face à un arrière-plan de violence permanente au Mexique, les schémas traditionnels de migration dans le corridor nord-américain sont en cours de reconfiguration.

Le flux bien établi de migrants qui cherchent à atteindre les États-Unis (É-U) en vue d'améliorer leur sécurité économique s'est vu renforcé de milliers de déplacés forcés qui fuient la violence et l'insécurité au Mexique¹. Des distinctions strictes entre migration volontaire et migration forcée deviennent plus floues à mesure que des personnes menacées par la violence, l'absence de perspectives économiques et/ou la dégradation environnementale quittent leurs pays d'origine en vue de protéger leurs droits fondamentaux. Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, a relayé une augmentation conséquente du nombre de demandes d'asile déposées aux É-U par des ressortissants mexicains, qui sont passées de 3 669 en 2000 à 14 643 en 2016, et ce, malgré un faible niveau d'acceptation de ces cas aux É-U².

Si l'on veut comprendre les configurations actuelles du mouvement au Mexique, il est crucial de savoir de quelle manière la violence influence les décisions de ceux qui se déplacent, et comment ils choisissent leurs destinations. En plus de chercher un refuge à l'intérieur même du Mexique ou de demander l'asile à l'étranger, d'importants réseaux de migration établis de longue date offrent une troisième option à ceux qui sont touchés par la violence : entrer sur le territoire des États-Unis, avec ou sans papiers. Pour pouvoir étudier ce mouvement transnational, nous avons examiné le cas de l'État du Michoacán au Mexique.

Violence et déplacement dans l'État du Michoacán

La violence liée au trafic de drogues et à la montée en puissance de plusieurs organisations criminelles majeures a eu un impact sévère sur le Michoacán. Rendus puissants par leur fortune immense et leur pouvoir de coercition, les cartels de la drogue ont infiltré l'économie, et le gouvernement national, plutôt faible, est incapable d'enrayer ce processus. Le Michoacán a également été le théâtre d'une rapide expansion des milices d'autodéfense qui ont émergé en réaction au crime organisé. Des milliers de Michoacanos (habitants du Michoacán) ont été forcés de fuir vers des camps de fortune à la périphérie des villes et des agglomérations, alors que l'État, affaibli par ces puissants acteurs

non étatiques, n'a pas pu et/ou n'a pas voulu apporter de l'aide et une protection à ces personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI).

Le Michoacán doit faire face à la difficulté supplémentaire de devoir tenter d'aider et réintégrer des milliers de migrants qui reviennent des États-Unis parce qu'ils sont sans emploi ou qu'ils ont été expulsés en raison d'une condamnation pénale ou en raison de leur situation irrégulière. Sous l'égide de l'administration présidentielle actuelle, le Département de la sécurité intérieure américain a appliqué, avec succès, une politique fondée sur des menaces visant à encourager des milliers de migrants en situation irrégulière à rentrer volontairement plutôt que d'être condamnés à des peines minimales de détention en cas d'arrestation par les agents de l'immigration ou des douanes. Ces migrants de retour cherchent parfois à se réinstaller dans les plus grandes villes de l'État du Michoacán où elles bénéficient d'un réseau social, dans l'espoir de trouver de meilleures opportunités d'emploi. D'autres rentrent dans leurs villes d'origine pour vivre chez des parents dans des endroits où, le plus fréquemment, ils se retrouvent confrontés à la pénurie d'emploi, à l'absence de politiques d'intégration et à une situation de violence dans la vie quotidienne qui les incitent à se déplacer à nouveau³.

Le choix d'une destination

Le Michoacán a une longue tradition de migration internationale. La présence de Michoacanos aux États-Unis remonte au tout début du 20^e siècle lorsque des milliers d'hommes ont migré vers le nord pour travailler dans l'agriculture. Dans les années 1960, des femmes et des enfants ont commencé à se joindre à ce flux migratoire. La présence de ces migrants a été décisive dans la création d'une communauté transnationale conservant des liens économiques, culturels et politiques solides avec leur État d'origine, et l'on observe un mouvement constant entre le Michoacán et plusieurs villes des États-Unis, notamment Chicago, Dallas et Los Angeles. En 2014, l'État de Michoacán recevait 2,2 milliards de dollars US sous forme de virements aux

octobre 2017

www.fmreview.org/fr/ameriquelatine-caraibes

familles, le montant le plus élevé alloué à un État mexicain. Cette somme représente 10 % du produit intérieur brut (PIB) de l'État et plus du double de la valeur de ses exportations.

Politiquement, le Michoacán s'identifie lui-même comme un État binational. Le gouverneur du Michoacán et d'autres autorités se rendent régulièrement aux États-Unis afin de maintenir et renforcer leurs liens avec la diaspora michoacana. Pour leur part, les Michoacanos qui vivent aux États-Unis reviennent souvent dans leur État d'origine et sont activement engagés dans un lobbying et une interaction avec les autorités et les communautés régionales concernant le statut migratoire et les conditions de vie des Mexicains aux États-Unis. Chaque année, l'État organise un forum binational de la migration (Forum binational du migrant) au cours duquel les autorités régionales et une pléthore d'organisations mexicaines et américaines se rencontrent pour discuter des problèmes et des difficultés, et notamment de l'aide apportée par le gouvernement à ceux qui rentrent des États-Unis, du soutien à la création d'emplois, des programmes de santé et d'éducation, du développement de projets d'infrastructure et des mesures destinées à améliorer la sécurité des migrants. Autant de questions d'importance égale à la fois pour les migrants économiques et pour les migrants forcés.

L'improbabilité de recevoir assistance et protection au Mexique, la peur d'être ciblés même lorsqu'ils se déplacent à l'intérieur du pays, l'existence de réseaux transnationaux établis de longue date et la perspective de trouver de meilleures opportunités dans le nord sont, semble-t-il, autant de facteurs qui éclairent la décision de chercher protection en traversant la

frontière entre le Mexique et les États-Unis, même lorsque les migrants n'ont pas de papiers. En vue d'étudier ce phénomène, nous avons organisé des entretiens et des enquêtes auprès des autorités, des représentants de la société civile, des universitaires et des migrants eux-mêmes⁴.

Comme nous l'avons découvert lors de visites au Michoacán et d'entretiens avec des migrants à Chicago, ceux qui quittent leurs communautés le font de manière aussi discrète que possible, cherchent à éviter d'être détectés par les acteurs violents et s'appuient sur les réseaux existants – leur capital social – pour assurer leur protection. Ceux qui ont la chance d'avoir des parents ou des amis proches aux États-Unis obtiennent un soutien déterminant (argent, parrainage pour l'obtention d'un visa, information, hébergement) qui leur permet de voyager et d'atteindre les États-Unis, et une fois sur place, les aide à trouver un emploi et à s'adapter à leur nouvelle existence.

Même si les conditions des migrants mexicains aux États-Unis – celles des migrants économiques comme celles des demandeurs d'asile – ont subi une détérioration conséquente depuis la crise économique de 2008 et les récentes politiques mises en place par l'administration actuelle du Président Trump, les personnes avec lesquelles nous nous sommes entretenus nous ont fait remarquer que la plupart de ceux qui craignent pour leur vie au Mexique préfèrent être confrontés à l'incertitude et au danger aux États-Unis plutôt que de rester passivement au Michoacán. La longue culture de migration joue un rôle déterminant et facilite ce mouvement parce que pour de nombreux Michoacanos la migration fait partie intégrante de leur éducation.

Les circonstances actuelles posent d'énormes difficultés pour recueillir des informations, et suivre la trajectoire des migrants est une tâche particulièrement ardue. Non seulement les migrants eux-mêmes sont réticents à parler, mais les fonctionnaires au Mexique et aux États-Unis sont tout aussi réticents, parce qu'ils craignent tous d'être la cible des organisations criminelles liées au trafic de stupéfiants. La difficulté pour obtenir des informations est exacerbée parce qu'il n'est pas envisageable pour les autorités mexicaines de sembler donner des informations qui confirmeraient l'ampleur de l'exode de leurs citoyens vers les États-Unis et équivaldrait à reconnaître leur capitulation face aux cartels de la drogue.

Les autorités fédérales et celles de l'État du Michoacán, y compris la Commission fédérale exécutive des services aux migrants et le Secrétariat aux affaires migratoires du Michoacán, reconnaissent l'importance du problème de la migration forcée, mais sans être pleinement conscientes de son ampleur et des connexions transnationales en jeu. De plus, elles ne disposent pas des politiques qui leur permettraient de coordonner une assistance destinée à ceux qui



Ruben Figueroa/Movimiento Migrante Mesoamerica

Des migrants en transit à travers le Mexique.

en sont victimes. Même dans le contexte actuel de violence au Mexique, il n'existe pratiquement aucun programme gouvernemental visant à aider et protéger les PDP. La société civile, elle aussi, a été lente à réagir. Ainsi, les représentants au Michoacán de la société civile liée aux migrants n'ont que peu d'éléments à apporter concernant ceux qui ont migré vers le nord, et leurs capacités d'investigation sont restreintes par le manque de ressources et la crainte de représailles.

Étant donné les difficultés auxquelles sont confrontés les milliers de Michoacáños déracinés, il revient aux autorités mexicaines, au niveau fédéral comme au niveau de l'État, de mettre en place des mesures concrètes pour assister et protéger cette population, et plus spécialement les plus vulnérables de ses membres. Ces mesures devraient inclure à tout le moins les aspects suivants : ouverture de refuges dans lesquels les victimes pourraient obtenir une aide et une assistance médicale essentielle, et où elles pourraient être protégées des dangers ; renforcement des mécanismes existants afin de dénoncer les violations des droits de l'homme et autres crimes ; mise en place d'un registre national de personnes déplacées ; et, dans la mesure du possible, élaboration de mécanismes visant à promouvoir le retour des victimes dans leurs communautés

et la recherche d'autres solutions durables. La communauté internationale, pour sa part, devrait apporter un soutien financier et technique en vue de contribuer à l'amélioration des capacités de l'État mexicain et l'aider à faire face à cette crise humanitaire croissante.

Xóchitl Bada xbada@uic.edu

Professeure associée

Andreas E Feldmann feldmana@uic.edu

Professeur associé

Programme d'études latino-américaines et latino, Université de l'Illinois à Chicago www.uic.edu Les auteurs tiennent à remercier Cristina Correa pour son aide à la préparation de cet article.

1. Albuja L (2014) « Violence criminelle et déplacement au Mexique », *Revue Migrations forcées* numéro 45 www.fmreview.org/fr/crises/albuja
2. UNHCR Population Statistics 2017 http://popstats.unhcr.org/en/asylum_seekers
3. Entretien en personne avec un employé du Secrétariat aux affaires migratoires du Michoacán, Morelia, Décembre 2016.
4. Cette information a été complétée par des sources secondaires, notamment des sources gouvernementales et intergouvernementales, ainsi que des rapports d'ONG, des déclarations sous serment de demandeurs d'asile et des travaux universitaires.
5. Rubio Diaz-Leal L (2016) 'Internal displacement in Mexico: a debate on concepts, statistics and State responsibility', dans Cantor D J et Rodríguez-Serna N (Éditeurs) *The New Refugees: Crime and Forced Displacement in Latin America*, Londres: Institute of Latin American Studies.